

LETTER D'INFORMATION – SEPTEMBRE 2021 – n°2



AU SOMMAIRE

Editorial

Politique

Notes de lecture :

« Le piège africain de Macron » livre de A. Glaser et P. Airault par Joël Dine – p. 2

Immigration / Nouvelle :

« Un ami dans la pétrin » par Louis Dupuy – p. 6

Développement

Témoignage : « La coopération “Santé” en Afghanistan » par Dr Claude Dumurgier – p. 9

Culturel

Retour dans le passé : « Histoire fantasmée de la Rue Monsieur » par Gilles Lainé – p. 14

« Le cinéma africain aujourd’hui » par Gérard La Cognata – p. 15

Dernières nouvelles

Deux nouveaux services – p. 18

ÉDITORIAL

Un retour en arrière est nécessaire au moment où notre Collectif a plus de 5 mois d’âge. Né de l’indignation lors de la parution du rapport de la Commission Duclert sur le génocide des Tutsi et de son exploitation politique, le nombre de nos adhérents a cru autour de la parution d’une revue de presse et de l’audiovisuel et d’une première lettre d’information. Il s’est choisi un nom « Fraternité Afrique » et un logo.

Fin mai-début juin, notre intention était de créer rapidement une association dont l’objet était « resserrer les liens entre la France et l’Afrique en participant aux réflexions sur la politique africaine de la France et de l’Afrique et de l’Europe, en contribuant à la coopération au développement et en promouvant les cultures africaines ». Les réticences de quelques-uns pour participer à une telle association nous a décidé de surseoir à cette création tout en poursuivant les activités d’information sur les réalités africaines et la diffusion d’articles de fond à travers les lettres d’information.

La période estivale a permis de gonfler nos rangs au-dessus de la cinquantaine et de poursuivre la réflexion tout en poursuivant la réflexion sur les conditions nécessaires et suffisantes pour créer une structure pérenne qui a l’ambition d’apporter sa contribution au débat public sur le Développement. L’organisation de Rencontres futures, deuxième volet de nos activités, va nécessiter très vite des moyens financiers que seule une association peut rassembler.

Nous avons prévu une réunion amicale du Collectif lors du festival « Visions d’Afrique » qui se déroulera du 20 au 26 octobre. On pourra y discuter du projet de statuts de notre future association.

De la politique

SOMMET FRANCE-AFRIQUE



Notes de lecture¹ au sujet du livre
**« LE PIÈGE AFRICAIN DE MACRON
DU CONTINENT À L'HEXAGONE »**
d'Antoine Glaser et Pascal Airault,
publié chez Fayard, mars 2021
Par Joël DINE

Introduction

L'Afrique, après la chute du mur de Berlin en 1989, n'a plus eu ce rôle géostratégique entre l'Est et l'Ouest. Avec la mondialisation, Antoine Glaser fait remarquer qu'elle est redevenue un enjeu et la France ne peut s'en détourner.

La lecture du livre d'Antoine Glaser est instructive sur deux points. C'est d'abord un rappel des nombreux problèmes qui touchent le continent africain puis l'opportunité de jeter un regard critique sur la politique africaine qu'a menée Emmanuel Macron et ceci à la veille de l'élection présidentielle de 2022.

Introduction (pages 11 à 20)

Au cours de sa campagne présidentielle, Emmanuel Macron a promis de faire souffler un vent nouveau sur les relations de la France avec l'Afrique. Il est vite pris au piège de la « Françafrique », ce mélange de liens, personnels entre dirigeants, politiques et économiques bien utile lors des votes à l'ONU et les intérêts des entreprises françaises. Le président ivoirien Alassane Dramane Ouattara (ADO)² la personnifie.

L'intervention militaire française au Sahel qu'il hérite de son prédécesseur et qu'il est obligé de poursuivre, la concrétise.

Peut-il être considéré comme légitime dans ce domaine pour inventer une nouvelle politique africaine en rupture avec celles de ces prédécesseurs ? En 2017, il "redécouvre" l'Afrique à part les 6 mois qu'il a passés au Nigeria au moment de son stage à l'ENA³ quand un grand nombre de Français ont eu de la famille qui ont vécu dans les pays africains du temps de la colonisation ou y ont travaillé dans les décennies qui ont suivi l'indépendance comme beaucoup d'entre nous. Au moins essaye-t-il d'apporter un souffle nouveau dans les relations franco-africaines !

Il met en œuvre une diplomatie qui n'est pas seulement politique mais aussi économique, culturelle et sportive. Politique, il sort du pré carré francophone. Économique, il flirte avec les hommes d'affaires africains. Culturel, au travers des diasporas africaines et de la restitution du patrimoine. Les efforts d'Emmanuel Macron pour sortir de la « Françafrique » provoquent un effet « boomerang » loin de ses espérances initiales en Afrique ou en France !

La politique africaine d'Emmanuel Macron se décline en douze orientations.

La démocratie rêvée hors du pré carré (pages 21 à 34)

L'idée n'est pas nouvelle. Elle vient de François Mitterrand avec le développement d'initiatives démocratiques dans certains pays africains (se souvenir des Conférences Nationales des années

¹ Les remarques positives ou négatives sont indiquées en italique.

² Et la fête d'anniversaire d'Emmanuel Macron à l'hôtel Ivoire à Abidjan le 20 décembre 2019.

³ A l'ambassade de France avec Jean-Marc Simon comme ambassadeur.

80 impulsées par les sociétés civiles). La « démocratie liée à l'aide » est lancée lors du discours de la Baule de juin 1990. Depuis, cette initiative est mise en péril par plusieurs présidents installés quasiment à vie comme Paul Biya au Cameroun (86 ans dont 37 ans de pouvoir), Denis Sassou Nguesso (33 ans au pouvoir), Idriss Déby au Tchad (31 ans au pouvoir jusqu'à son décès) qui modifient les constitutions de leurs pays et emprisonnent leurs concurrents.

Emmanuel Macron peut-il donner des leçons de démocratie ? Par exemple prôner l'alternance à ADO en Côte d'Ivoire. Il a sous-estimé la résistance de certains chefs d'état africains qui n'ont pas voulu recevoir de leçons de ce « jeune frère »⁴. Il s'y est cassé le nez comme les présidents précédents. Ses relations avec ceux-là sont plus difficiles. Emmanuel Macron ne connaît personnellement aucun des chefs d'état contrairement à Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy ou même François Hollande. A la fin, c'est la «realpolitik» dans l'ancien « pré carré » qui prévaut. Ce qui ne l'empêche pas de diversifier ses visites en Afrique du Sud, en Éthiopie, au Kenya, au Ghana ou en Angola.

La logique militaire imposée au Sahel (pages 35 à 54)

C'est l'emboîtement en l'absence de solution politique qui serait la seule sortie possible, sortie qu'il promettait en 2017. En attendant, Emmanuel Macron doit jouer entre les effets de l'intervention militaire, l'implication des Européens, la situation politique⁵ et l'engagement des pays sahéliens. Aujourd'hui ce sont les populations rurales de la zone frontière des trois pays, Mali, Niger et Burkina-Faso, qui souffrent le plus de cette guerre avec des centaines de morts.

Le Franc CFA, objet de tous les malentendus (pages 55 à 72)

L'obsession du président est de se démarquer de la « Françafrique ». Une partie des liens privilégiés avec un certain nombre de pays africains passe par le FCFA. *Un point positif dans sa politique est sa gestion de la sortie du FCFA.* En confiant aux seuls pays concernés la création d'une nouvelle monnaie, l'Eco, la France n'a plus le mauvais rôle

⁴ En réponse ils n'hésitent pas à agiter le sentiment anti-français des jeunesse africaines.

⁵ Nous apprenons incidemment que notre ex-collègue de la rue Monsieur, Evelyne Decors, ambassadrice de France à Bamako, est sacrifiée sur l'autel des réconciliations franco-maliennes.

de l'ex-colonisateur. En voulant que cette nouvelle monnaie concerne le Nigéria, les responsables africains se rendent compte des réalités économiques de leurs pays et du contexte financier international. Les négociations traînent en longueur.

La drague des grands patrons nigérians (pages 73 à 88)

La politique africaine de Macron est orientée vers les entreprises du privé. Libéral, il a foi dans le secteur privé africain pour le développement du continent et il le clame. Deux pays sont ciblés : le Nigéria et l'Afrique du Sud. Dans ces voyages, il rencontre en priorité les chefs d'entreprise après les chefs d'état. Après, misant sur sa jeunesse, ce sont les étudiants. Quid des masses africaines encore majoritaires dans les campagnes et qui sont les bénéficiaires de notre aide en particulier celle des ONG et la coopération décentralisée, fruit de la solidarité de la population française. A-t-il été souvent à leur rencontre ?

La francophonie comme prolongement de la politique africaine (pages 89 à 102)

Ce goût du risque, de l'utilisation de la provocation ou être disruptif⁶ en politique, c'est le « nec plus ultra » de la macronie, Emmanuel Macron l'applique en imposant Louise Mushikiwabo, représentante d'un pays en voie d'anglicisation, le Rwanda, comme secrétaire générale de l'OIF (Organisation internationale de la francophonie). *Promouvoir une Rwandaise* pour diriger cet organisme en charge de la défense de la langue française mais aussi des valeurs de la démocratie quand son pays est loin d'être un modèle de la démocratie et de respect des droits humains *semble une ineptie pour beaucoup des connasseurs de l'Afrique.* L'OIF devrait certes s'ouvrir au multilinguisme, à la jeunesse, au numérique et à la consommation mais n'est-ce pas, avec ce choix, le risque de faire perdre sa spécificité à cette organisation ceci au moment du Cinquantenaire de l'OIF dont l'objectif est de défendre la langue français contre l'hégémonie de l'anglais.

L'Afrique à l'Elysée (pages 103 à 124)

La création d'un *Conseil présidentiel pour l'Afrique* en août 2017⁷ est la nouveauté ou le « gadget » de la « macronie ». Cette structure à but

⁶ C'est-à-dire avoir de nouvelles idées et prôner de nouveaux modes de communication.

⁷ Structure indépendante d'une dizaine de membres non rémunérés.

consultatif composée de onze membres, trentenaires ou quadras Français d'origine africaine issus du monde de l'entreprise, des nouvelles technologies, de l'art, du sport et des médias est chargée d'apporter un « éclairage nouveau » à la politique africaine du président en dehors des milieux traditionnels de l'aide au développement. *Critique à l'intention qui veut se rapprocher de l'Afrique des diasporas* : ses personnalités ne sont pas vraiment représentatives de celles-ci présentes dans les banlieues défavorisées, c'est le moins que l'on puisse en dire...

La guerre des egos : AFD⁸ versus Quai d'orsay (pages 125 à 136)

La gestion de la politique de développement de notre pays reste outrageusement bureaucratique et déséquilibrée en faveur de l'AFD. Cette agence a grossi exagérément et qui semble faire ce qu'elle veut dans n'importe quel secteur du développement.

À la fin du siècle dernier, le ministère de la Coopération chargé des subventions du Fac et de l'assistance technique et l'AFD/CCCE chargée des prêts étaient à égalité en nombre d'agents (800) et en financements. Aujourd'hui c'est 3000 agents au sein de l'AFD contre quelques centaines d'agents pour la Direction Générale en charge du développement du MEAE⁹ et même plus de secrétariat d'État en charge du développement.

L'APD¹⁰ (le minimum de la solidarité de la part de notre pays) et les OMDD¹¹ des Nations-Unies sont encore les derniers "repères" qui permettent de ne pas faire n'importe quoi dans le Développement. Car ce dernier n'est pas pour moi une notion économique obsolète. Du moins si cela était, il faudrait me le démontrer ! L'écart abyssal de niveau de vie entre les pays occidentaux et celui des pays en développement et la malnutrition alimentaire quasi permanente restent des réalités incontournables encore en 2021.

Seuls points positifs : une remontée du niveau de l'APD dans une loi du « développement solidaire et de la lutte contre les inégalités » enfin votée en 2021.

⁸ AFD : Agence Française de Développement / CCCE : Caisse Centrale de Coopération Économique.

⁹ Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

¹⁰ APD : aide publique au développement.

¹¹ OMDD : Objectifs du Millénaire pour le Développement Durable.

Les députés-missionnaires batailleurs, une galerie de tableaux (pages 137 à 152)

Ce fut pour moi une découverte qu'il y ait tant de députés d'origine africaine à l'assemblée nationale de 2017, 26 (dont 20 à la République en Marche), passer de 2 à 4,5 % du nombre de députés loin des 10% représentant les « minorités visibles » de la population française. *Néanmoins une évolution positive !*

Ainsi Syra Sylla franco-sénégalaise, Hervé Berville franco-rwandais (qui représentait Emmanuel Macron aux cérémonies du 25^{ème} anniversaire du génocide des Tutsi en avril 2019)¹², Jean-François Mbaye franco-sénégalais, Amélia Lakrafi franco-marocaine, Sibeth Ndiaye franco-sénégalaise, M'jid El Guerrab franco-marocain, Patrice Anato franco-togolais, Rodrigue Kokuendo franco-contraafricain, Elisabeth Moreno franco-cap-verdienne, Laetitia Avia franco-togolaise, sauf cette dernière, ils sont peu investis dans l'état-major de la République en Marche.

Deuxième nouvelle. L'éventualité d'un secrétaire d'État au Développement aurait été envisagée lors du gouvernement Castex en juillet 2020, poste qui fut supprimé à l'arrivée d'Emmanuel Macron en 2017 mais ce groupe de député(e)s n'a pas eu suffisamment de poids pour l'imposer au président.

La restitution a minima du patrimoine africain (pages 153 à 173)

Soixante années après les indépendances, l'essentiel du patrimoine artistique africain se trouvent dans les musées nationaux et les collections privées des pays européens et nord-américains, hors de vue des populations du continent. *Rétrocéder les objets de leur passé aux populations africaines représente pour moi un dû.* L'avenir est réellement assumé par les peuples quand ils connaissent leur passé ! Nous devons faire confiance aux responsables des pays du continent de garantir que ces objets des musées africains seront protégés et que les frais de fonctionnement des musées seront inscrits dans les budgets des états.

La diplomatie sportive à l'épreuve (pages 175 à 186)

Mardi 18 mai dernier, Didier Deschamps, sélectionneur de l'équipe de France, a dévoilé la liste des 26 joueurs retenus pour faire partie de l'équipe qui représentait la France à l'EURO de

¹² Il a été destinataire de la note du Collectif sur le rapport Duclert dont il a accusé réception.

football 2021 qui s'est déroulé des 11 juin au 11 juillet.

Parmi eux, dix-sept joueurs sur vingt-six ont des parents originaires d'Afrique ou des départements d'outre-mer, soit près de deux joueurs sur trois. Quand on applaudira l'équipe de France, c'est quelque part l'Afrique que l'on applaudira.

Emmanuel Macron a raison de considérer que le sport est un élément de la diplomatie en particulier vis-à-vis de l'Afrique. Il a été un axe de coopération actif du temps du ministère de la Coopération de la rue Monsieur afin de structurer la pratique du sport dans les pays aidés.

Réforme de l'Islam : l'Afrique en miroir (pages 187 à 206)

Un constat : Les caricatures sur le Prophète dans les journaux satiriques bien qu'autorisées par la loi française sont mal (parfois très mal) accueillies dans les pays à religion musulmane et même parmi les étrangers et les Français de confession musulmane. Ils sont des motifs d'attentats qui causent nombre de victimes parmi la population. La libre expression « à la française » n'est pas comprise à l'extérieur de l'hexagone! *Peut-on avoir raison tous seuls ?*

Par contre la recherche d'un Islam français à l'intérieur de la loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905 détaché des attaches à des pays extérieurs musulmans (Maroc, Turquie, Algérie, Pays du Golfe,...) me semble *un objectif souhaitable*. Par contre, elle doit se faire en dehors des problèmes de migrations, de natalité et de la vie de tous les jours. Emmanuel Macron même s'il recherche un Islam à la française comme ses prédécesseurs tient parfois des propos ou a des initiatives trop à l'encontre des minorités musulmanes (par exemple la loi sur le séparatisme).

Une stratégie électorale dans les banlieues africaines ? (pages 202 à 222)

Il existe une grande hétérogénéité des diasporas maghrébine ou africaine. *Nous devrons tenir compte de cette réalité dans notre future association*. Emmanuel Macron a choisi, pour son Conseil Présidentiel pour l'Afrique, des jeunes Csp+¹³ de nationalité française issus des diasporas dans le monde du privé quand la majorité des immigrés français ou étrangers se trouvent dans les couches les plus défavorisées de la population et militent dans l'associatif. Entre les quelques députés de la République en Marche et ce Conseil,

cela aura-t-il un effet sur son électorat en 2022 ?

Entretien avec Emmanuel Macron (pages 223 à 254)

Le ton est direct. Son intention a été de mener une politique africaine différente de ses prédécesseurs. Il reconnaît qu'il a peu de légitimité dans ce secteur politique. Il la voulut en rupture avec celles menées par ceux-ci, « une politique d'émancipation et de transformation ». Il reconnaît après quatre années de pouvoir qu'il a eu du mal à la mener car il y a des freins aussi bien sur le continent qu'en France. Après quelques ratés au début de son quinquennat, il mesure les limites de l'action de la France dans l'espace francophone. Il reconnaît que l'on ne peut plus imposer l'alternance démocratique. *C'est une pente risquée d'abandonner ce principe* car la pérennité au pouvoir favorise la corruption qui est un mal majeur sur le continent africain et explique en partie son déclassement mondial. Il n'y a pas, à mon avis, une « légitimité liée à l'ancienneté ». Biya, Kagame, Sassou-Nguesso se maintiennent au pouvoir par la force et en manipulant les constitutions. Alors comment expliquer la vie démocratique au Sénégal ou au Ghana ?

- En ce qui concerne le génocide des Tutsi au Rwanda, *Emmanuel Macron pratique, avec la complicité de l'historien Vincent Duclert, ce qu'il dénonce c'est-à-dire « la désinformation et la manipulation qui est celle du révisionnisme historique à des fins politiques* »¹⁴. Il semble persuadé que le « devoir de mémoire » sur l'Algérie (ou même le Rwanda) est impératif pour les nouvelles générations mais le remplir mène aux dérapages décrits précédemment et blesse inutilement beaucoup de nos contemporains qui ont vécu de près ou de loin ces tristes événements.

- Miser sur le business pour développer le continent et bousculer le patronat français habitué à la rente de la « Françafricaine » c'est dans l'ADN de la Macronie. Par contre, envoyer des signaux favorables aux ONG et la coopération décentralisée et aller se rendre compte sur le terrain des effets de cette « coopération d'homme à homme » n'est pas entré dans l'horizon du président.

- L'Afrique vit une crise de digestion du « fait national », soixante ans après les indépendances provoquée par les résurgences ethniques et religieuses. *Il prône, à juste raison, les structures*

¹³ Csp + : Catégorie socio-professionnel supérieur.

¹⁴ Cf. Le Rapport Duclert/le parcours d'un indigné.

nationales, plus inclusives, plus sécularisées, plus laïques qui sont des modèles pour mieux vivre ensemble. Un facteur de paix !

• « On n'a pas su mettre de notre côté les jeunes d'origine africaine ». *Cette remarque m'apparaît bien naïve.* En effet l'attitude des forces policières vis-à-vis de ces populations de banlieues lors de contrôles incessants (Affaires Théo, Yassin, Sogfiane, Adama Traore, etc.) n'a pas favorisé ce rapprochement. C'est l'image que la République présente à la jeunesse des banlieues !

Conclusion

Merci à Antoine Glaser et Pascal Airault d'avoir entrepris cette revue de la politique africaine d'Emmanuel Macron après une enquête minutieuse ! Celle-ci pourrait faire l'objet d'une rencontre organisée par notre future association à l'occasion de la prochaine élection présidentielle de 2022.

ANTOINE GLASER | PASCAL AIRAULT

LE PIÈGE AFRICAIN DE MACRON

Du continent à l'Hexagone



fayard

Immigration / Nouvelle UN AMI DANS LE PÉTRIN

Par Louis dit Loys Dupuy

Yapi descendit du camion et fit quelques pas pour se dégourdir les jambes. Cela faisait des heures qu'il était brinquebalé entre les caisses de fruits et de légumes. A Tarifa, il avait parlé au chauffeur qui s'exprimait dans une langue qu'il ne connaissait pas, mais un mot avait suffi pour que l'homme lui indique l'arrière du véhicule : "France"...

Ce mot, synonyme d'espoir, qui avait justifié tous les sacrifices et toutes les souffrances endurés depuis son départ de Grogro, petit village dans le centre de la Côte d'Ivoire. Il n'y était pas malheureux et arrivait à survivre ce qui n'était pas le cas de "ses frères" exilés à Abidjan où le travail était si rare et la nourriture si chère. Tous ceux qui revenaient au village ne parlaient que de l'Europe où tout était merveilleux.

La décision de partir, Yapi l'avait prise tout seul. Jeune, sans enfant, logé la moitié du temps chez sa mère et l'autre moitié n'importe où, il regardait son avenir plein d'incertitudes... Peu à peu, l'appel du large avait surgi puis était devenu trop fort, bien trop insondable en son for intérieur, au-delà de tout raisonnement. Quand il parla de partir, on le traita de fou. Certains invoquèrent un sort jeté par un puissant fétiche. Tout le monde avait essayé de le dissuader, sauf sa mère.

- Va, vois et reviens-nous !

Lui avait-elle soufflé. Et la France s'était imposée à lui comme une destination naturelle. Le jour de son départ, elle avait griffonné un numéro et un nom sur un bout de papier.

- Appelle Cosme quand tu arrives là-bas et dis-lui que tu es mon premier fils, il t'aidera.

Il était donc parti. Toute la famille avait participé à la tontine pour payer les passeurs. Le voyage avait duré longtemps mais Yapi ne voulait plus y penser. Il foulait enfin le sol de France. Ce n'était pas ainsi qu'il avait imaginé le pays : des bourrasques d'un vent glacial le transperçaient et il dut agripper son chapeau qui menaçait de s'envoler. Le routier l'avait déposé à l'entrée d'une grande ville. Le panneau à sa droite indiquait Toulon. Il sortit de la poche de son survêtement le papier froissé de sa mère et relut l'adresse. Il avait besoin de savoir comment se rendre à Saint-Jean de Maurienne. Il s'approcha d'un passant pour demander son chemin. Mais à la vue de Yapi, son papier à la main, sa tenue de sport dépareillée et son anachronique chapeau, l'homme pressa le pas

regardant ostensiblement au loin et s'éloigna sans un mot. Deux nouvelles tentatives eurent le même résultat : Yapi semblait devenu transparent. Et ce vent incessant ! Il n'aurait jamais imaginé que le vent, ici, puisse être aussi froid : ses vêtements lui assuraient une bien maigre protection et son couvre-chef, auquel il tenait par-dessus tout, refusait de rester à sa place. Il s'assit sur le muret qui bordait l'avenue observant avec étonnement cette circulation dont l'ordre et la fluidité ne lui étaient pas coutumiers. Pas de cris, pas de musique, pas de taxis-brousse bondés débordant de colis ou de volailles. La France : l'Eldorado tant vanté manquait singulièrement de vie et de couleurs. Une bourrasque enleva son chapeau qui atterrit sur le sol devant lui. A cet instant, une dame âgée sortit d'un magasin proche. Elle regarda longuement Yapi avant de fouiller dans son sac et de déposer une pièce avec un sourire. Avant qu'il ait pu faire un mouvement, elle avait disparu. Le jeune homme erra tout l'après-midi et finit par revenir à son point de départ : il avait décidé de passer la nuit adossé à ce muret qui le protégeait de ce maudit vent. Un mendiant s'était arrêté près de lui et d'une voix éraillée lui avait dit :

- Ne reste pas là petit ! Tu vas avoir froid avec ce Mistral et si la police passe, tu vas te faire embarquer. Viens avec moi ! Nous partagerons mes cartons.

Il avait donc passé sa première nuit en compagnie d'un clochard généreux mais incapable de lui dire comment se rendre chez Cosme. Revenu à l'entrée de la ville, il avait tenté une nouvelle fois d'obtenir des renseignements. Comme la veille, les passants semblaient l'éviter quand il vit arriver un homme âgé, corpulent, à l'abondante chevelure blanche. En Afrique, les vieux ont un statut à part et celui-là avait dans le regard une humanité qui incita Yapi à s'adresser à lui. Au lieu de l'éviter, l'homme s'arrêta et sourit.

- Qu'est-ce que tu cherches, minot ?

- Je dois aller à Saint-Jean de Maurienne, retrouver un cousin ...

- D'où viens-tu ? Tu me paraît bien jeune pour être ainsi livré à toi-même.

- J'ai dix-sept ans. Je viens de Côte d'Ivoire.

- Tu as le numéro de ton cousin ? Si tu veux, on va l'appeler.

L'homme s'était assis à côté de Yapi et avait composé le numéro que le jeune homme lui avait donné. Une voix synthétique avait répondu : " Le numéro demandé n'est pas attribué ".

- Tu ne vas pas rester à la rue ! Je peux t'accueillir

chez moi en attendant de rejoindre ton cousin. Je suis boulanger dans un petit village pas loin d'ici. Yapi avait souri et accepté la proposition. Baptiste, le boulanger, était provençal, descendant de ces strates successives de Phéniciens, de Romains, d'Italiens et de bien d'autres. C'est sans doute pour cela qu'il portait à l'endroit de Yapi un regard libre de préjugés, mû par les simples raisons du cœur que « la raison raisonnante ignore. » De modeste condition, indifférent à l'opulence, la volonté de posséder ne le possédait pas. Ainsi n'avait-il pas cédé aux sirènes égoïstes du "chacun pour soi" – tant suivies par ses concitoyens – car il était persuadé que les âmes se pétrissent comme le pain, et que l'on peut leur faire accroire n'importe quels bobards en les inondant de fables démagogiques et de discours pour attiser les peurs...

Malgré les recherches, Cosme était resté introuvable. Baptiste lui avait alors proposé d'entamer des démarches pour le prendre comme apprenti en lui expliquant que les mineurs isolés étaient pris en charge et pouvaient faire une formation. Il s'était démené, avait réuni tous les papiers nécessaires et Yapi, muni d'un contrat de travail en règle, s'était installé. Son patron le logeait dans une petite chambre près du fournil et il avait découvert avec bonheur la fabrication de ce pain dont l'odeur embaumait le logement. Il avait bien parfois des moments de vague à l'âme en songeant au foutou de sa mère et à la sauce graine qui l'accompagnait. La cuisine, ici, manquait vraiment de piment ! Il allait certaines semaines au centre de formation d'apprentis voisin et s'y montrait très assidu. Il conservait une bonne partie de son petit salaire pour l'envoyer à sa famille et montrer ainsi sa réussite.

Mais un coup de tonnerre était venu gâcher cette belle organisation : Yapi avait atteint ses dix-huit ans et tout avait basculé. Le mineur isolé avait été, du jour au lendemain, sommé de quitter le territoire et son contrat de travail annulé. Baptiste avait eu beau protester, dire qu'il allait l'embaucher à l'issue de sa formation. En vain. L'Administration, dans sa logique aveugle, restait ferme sur ses positions. Le boulanger avait alors décidé d'employer les grands moyens : en appeler aux médias et à sa clientèle. Une pétition avait été lancée et les journaux télévisés étaient venus faire un reportage. L'affaire avait fait grand bruit. Un collectif avait été constitué et une manifestation organisée devant la préfecture. Bref, tout le monde s'en était mêlé. Si bien que l'Office de l'Immigration, à Marseille, avait fini par céder

devant tout ce tapage et surtout devant la persévérence de Baptiste qui n'avait pas ménagé sa peine.

Le boulanger était enfin rentré au village en ramenant triomphalement la carte de séjour temporaire accordée à Yapi.

- Quand je t'ai rencontré, j'ai vraiment "gagné la chance" s'écria Yapi. J'étais perdu, je n'avais rien et tu m'as accueilli. Tu sais, chez moi, on aime les belles histoires que nous racontent les griots. Quand j'étais enfant, j'ai entendu à la radio un toubab qui disait une phrase que je n'ai jamais oubliée : "Si tu donnes un poisson à un homme, tu le nourris un jour mais si tu lui apprends à pécher, tu le nourris toute sa vie". Toi, tu ne m'as pas donné du pain, tu m'as appris à le faire...

Et la vie avait repris avec ses levers aux aurores et l'odeur du pain chaud. Un matin, Baptiste rentra de sa tournée et fut étonné de ne pas trouver Yapi qui l'attendait comme d'habitude. Bien en

évidence dans le fournil, une lettre était posée :

« Je veux te dire merci pour tout ce que tu as fait pour moi, mais j'ai bien réfléchi : j'ai décidé de repartir dans mon pays pour y pratiquer ce que tu m'as enseigné. J'aurais pu être heureux ici malgré l'éloignement de ma famille, mais je crois que chez moi je serai utile.

Jamais je n'oublierai que, très loin de ma Côte d'Ivoire, un ami m'a tendu la main quand j'étais, comme vous le dites ici, dans le pétrin. »

Du développement



Témoignage

LA COOPÉRATION « SANTÉ » EN AFGHANISTAN

Par Le Docteur Général Claude Dumurgier

PRÉAMBULE

Au moment où l'Afghanistan passe sous le joug des extrémistes musulmans, il nous a semblé important d'exposer une expérience de coopération entre médecins français et afghans dans lesquelles un de nos adhérents a participé. Le docteur Claude Dumurgier a exposé dans une communication à l'Académie Française de Chirurgie¹ son expérience afghane. Dans sa conclusion en 2012, il proposait la poursuite de cette coopération présentielle² qui malheureusement s'avère impossible dans le contexte actuel. Néanmoins les ONG comme Médecins sans Frontières, Emergency ou la Chaîne de l'Espoir se posent la question de la poursuite de leurs activités.

INTRODUCTION

Dans le cadre de cette séance dédiée à des expériences de chirurgiens étrangers en France, je rapporte (2) les objectifs de *trois missions chirurgicales de deux mois chacune entre 2003 et 2006* à Kaboul dans le cadre du projet UCBL³-HCL⁴-UMK- Hôpitaux Universitaires de Kaboul (Maiwand et Ali Abad) avec présentation des résultats qui auraient pu être plus importants si cette coopération n'avait pas été interrompue en 2007.

HISTORIQUE

La coopération entre nos deux pays n'a débuté qu'en 1922 quand l'Afghanistan a décidé d'élargir ses relations au-delà de l'URSS et de l'Angleterre (l'empire des Indes) : relations diplomatiques avec la Turquie, l'Allemagne, l'Italie, l'Allemagne...

Sous l'impulsion de M. Alfred Foucher, cette coopération pour notre pays s'est faite dans deux directions :

- Création de la délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA).
- Ouverture d'une école franco-afghane à l'origine de deux grands lycées franco-afghans (Estiqlal et Malalai).

La coopération médicale avec la France n'a débuté réellement qu'en 1947. Avec d'autres projets (agriculture, droit, culture, archéologie...) dont les résultats ont été très importants, elle explique la profondeur et l'importance des liens entre la France et l'Afghanistan (1)

Le premier hôpital a été construit en 1911 à Kaboul (médecins indiens). Les autres hôpitaux ont été construits à partir de 1920 (Ali Abad, Maiwand, Ibn Sina). La création de la faculté de médecine par des médecins turcs date de 1932.

A partir de 1947, une coopération universitaire médicale se développe avec la France avec deux objectifs :

- Accueillir une centaine d'étudiants afghans à la fin des études médicales (faits à Kaboul) dans les CHU de France (plus particulièrement au CHU de Lyon et dans des hôpitaux militaires).
- Affectation de plusieurs professeurs français à l'Université Médicale de Kaboul pour l'organisation (le premier doyen de l'Université était un français) et pour l'enseignement magistral entre 1960 et 1974 dans les grandes spécialités médico-chirurgicales. Installation d'équipements lourds (radiothérapie, blocs opératoires, endoscopie urologique...). Pour la chirurgie : Pr Reiss, Pr Spay etc.

¹ En date du 21 novembre 2012

² Ou d'échange de médecins

³ UCBL : Université Claude Bernard de Lyon

⁴ HCL : Hôpital Civil de Lyon

Dès le retour des premiers spécialistes afghans dans leur pays, les postes permanents ont été remplacés par des missions de courte durée (enseignement, transferts technologiques...). Ainsi pour l'urologie, les Prs JP Archimbault, Albert Leriche.

A partir de 1980, après l'arrivée des troupes soviétiques, la coopération médicale entre les deux pays a continué sous d'autres formes pendant près de deux décennies : c'est l'époque de l' « épopée » des grandes ONG médicales françaises (Médecins du Monde, Médecins Sans Frontières, Handicap international, MCRA...) Elles ont évité une solution de continuité entre "l'âge d'or" des relations médicales franco-afghanes (1947-1980) et la période depuis décembre 2001.

Après le départ du régime taliban en décembre 2001, une réunion est organisée par la cellule médicale de l'ambassade de France (dirigée par le Dr Frédéric Tissot) regroupant le CICR, les ONG, Enfants Afghans, Bactriane, les représentants du MAE. Les Afghans souhaitaient la réhabilitation de l'hôpital universitaire Ali Abad (qui a brûlé en 1995). Les médecins afghans se sont installés à New Ali Abad, aménagé dans une ancienne école dans le quartier Cheranao.

En l'absence d'accord entre les participants, il y aura trois projets :

- Le CICR va fermer le grand hôpital Karté Seh et réhabiliter plusieurs hôpitaux (Wazir Akbar Khan, Kandahar, Djalalabad...)
- Enfants Afghans, Bactriane, Chaine de l'Espoir... toutes des ONG vont réaliser un projet privé : l'Institut français des Enfants ou Hôpital mère-enfant plus connu maintenant sous le nom de F.M.I.C. (French Medical Institute of Kabul).

Les suites du « French Medical Institute of Kabul »

Le projet d'« l'Institut français pour les plus pauvres » ou « Hôpital mère-enfant » a été conçu en 2004 (Prfs Cheysson-Deloche). Les premières parties pédiatriques, médecine, chirurgie ont été construites sur dons. L'entreprise Bouygues les a construites à prix coûts. Dès l'ouverture en 2006, le ministère de la santé a refusé la gestion de l'hôpital qui a été prise par la Fondation pakistanaise Aga Khan (AKDN) qui y emploie 900 employés afghans et pakistanais. Il a pris le nom de F.M.I.C ou French Médical Institute of Kaboul. Une nouvelle aile de ce magnifique hôpital pour la gynécologie obstétrique a complété l'ensemble sur financement AFD à partir de 2013. La direction médicale reste française assurée par l'association

« La Chaîne de l'Espoir » qui y envoie des missions spécialisées. La majorité de la clientèle est payante, la langue est l'anglais. Un organisme (Welfare) permet de financer un certain pourcentage d'indigents.

Quant au MAE⁵ les actions se développent dans plusieurs directions (santé publique, SIDA, Banques de sang ...) et pour la médecine curative.

- Réhabilitation de l'hôpital New Ali Abad
- Missions de formation dans plusieurs spécialités médicales. Pour les spécialités chirurgicales : missions de chirurgie générale, d'urologie et de neurochirurgie (correspondant aux spécialités existantes à New Ali Abad).

MES MISSIONS A KABOUL

Ce sont le déroulement et les résultats de ces trois missions (2) faites entre 2003 et 2006, que je rapporte dans cette communication.

I-DÉROULEMENT DES MISSIONS (2)

Première mission à l'hôpital universitaire New Ali Abad fin novembre 2003

Un mois dans le service de chirurgie générale (Pr Farid Adel, Pr Massoud Azizi) : bloc opératoire, cours, gardes... Un mois dans le service d'urologie (Pr Manawi , Pr Zaman Wardack).

- Rencontre avec le Pr Mehr Ejazi, qui deviendra en 2004, président des Hôpitaux universitaires, qui seront rattachés au ministère de l'enseignement supérieur (Ali Abad avec les hôpitaux Maiwand, ancienne Mastourate et Rabia Bakhi pour la maternité).

Avec l'appui du Pr Ejazi (ancien assistant d'urologie à Lyon) et de la cellule santé (Dr Frédéric Tissot, SCAC), je propose de sélectionner quelques étudiants francophones pour des postes FFI⁶ (à l'instar du "modèle cambodgien" (3)) pour des étudiants en cours de spécialité à Kaboul.

- Deux journées à l'UMK avec le Doyen le Pr Cheragh Ali et l'ensemble du corps professoral. Cours avec le Pr Farid Adel. Création d'un groupe "médical" au CCF⁷ pour l'acquisition d'un niveau suffisant en langue française afin de postuler pour un poste FFI.
- Visite de l'Hôpital militaire dit « des 400 lits », dirigé par le Général Pr Qassem Ahmadi (dix années en France dans les HIA et à Bichat). Avec le conseiller Défense de l'ambassade, je propose de

⁵ Ministère des Affaires Etrangères

⁶ Faisant Fonction d'Interne

⁷ CCF : Centre culturel

sélectionner quelques jeunes spécialistes pour les HIA. Le premier partira en 2004 (gastro-entérologie Dr Choieb) à l'HIA Bégin. Un cours de langue française est mis en place à l'hôpital militaire par les professeurs du CCF.

- Rencontre avec les deux chefs d'antenne chirurgicale française de l'ISAF pour qu'ils viennent à New Ali Abad et surtout à l'hôpital militaire.
- En 2004-2005 (novembre-janvier), participation du Pr Farid Adel au congrès de l'Académie Française de Chirurgie.
- Accueil des deux premiers étudiants à Lyon en urologie et en chirurgie vasculaire. Anciens élèves du Lycée Estiqlal, ils sont parfaitement francophones.

Deuxième mission à Kaboul en 2005

Un mois en urologie (New Ali Abad). Un mois à l'Hôpital Maiwand, le service de chirurgie digestive d'Ali Abad ayant rejoint l'hôpital de Maiwand en attendant la réhabilitation d'Old Ali Abad, le grand hôpital universitaire des années soixante.

- Visite de plusieurs hôpitaux à Kaboul (Rabia Balkhi, Djamouhariat, Rabia Balkhi, Karté Seh qui va fermer, Emergency) et l'hôpital de Bamyan (AKF).
- Cours à la faculté, à l'hôpital militaire, gardes... + Sélection de quatre jeunes spécialistes pour des postes FFI.

Achèvement de la construction du F.M.I.C⁸. + 2005 accueil des trois étudiants au CHU de Lyon.

Troisième mission à Kaboul 2006 (février-mars)

- Programme identique. Visite et deux cours au F.M.I.C avec le Dr Uroz (chirurgie pédiatrique). L'Institut fonctionne depuis deux mois et doit être inauguré en avril. Partenariat avec AKDN.
- Poursuite des cours au CCF pour le groupe médical des étudiants et jeunes spécialistes qui souhaitent passer une année en France.
- Accueil du nouveau responsable de la cellule santé de l'Ambassade le Dr Bonhoure (qui a travaillé dans des ONG depuis plus de dix ans en Afghanistan).
- Organisation de deux repas : dîner avec l'équipe chirurgicale de l'hôpital militaire des 400 lits à l'ISAF, puis grand déjeuner de l'équipe chirurgicale française à l'hôpital militaire, sous la présidence de l'ancienne ministre de la santé le Med. Général Soheila Siddickiet le Gen. Pr Qassem Ahmadi. Le Med Gen Yaftali, DRSSA, est présent.

⁸ Voir plus haut

Année 2007

- **Annonce**, après le départ du chef de la cellule santé, de l'**arrêt de la coopération Santé présente et intermittente** (missions de chirurgie générale mais aussi d'urologie (Pr Perrin) et de neurochirurgie (Drs Guyotat et Ashraf) (4). Sans compter les missions des spécialités médicales.

Les raisons invoquées sont d'ordre sécuritaire mais aussi la **réorientation de la coopération française dans le domaine de la santé** suivant les Objectifs du Millénaire du Développement Durable (Infectiologie, Sida, Genre, Santé Publique). La coopération continuera sous ces formes avec l'AFD et les organisations internationales.^{9 10} Elle concerne aussi l'assistance technique dans le secteur santé qui disparaît complètement (3000 AT en 1979, zéro sur le terrain en 2015).¹¹

- Néanmoins la sélection des jeunes spécialistes afghans pour la chirurgie va continuer à partir des étudiants inscrits en langue française au CCF. Depuis la réforme de DFMS/DFMSA, les étudiants ne peuvent plus postuler pour un poste FFI. Les deux derniers étudiants sont venus en France avec des bourses de l'ambassade de France.
- En plus des missions et grâce à l'ambassade de France quelques éminents professeurs de l'UMK ont été invités aux Congrès de l'AFC (Prs Farid Adel, Cheragh Ali, Salem Tawana, Ejazi) ainsi qu'au Congrès de l'AFU (Prs M. Ejazi, Zaman Wardack, Drs Ejazi, Noorzai Yakoub). Les Med. Généraux Yaftali et Qassem Ahmadi ont participé à la session 2007 des OPEX (DCSSA).

II-FORMATION CHIRURGICALE EN AFGHANISTAN (5).

En 2012, il y a, à l'UMK, université publique avec en première année de médecine 180 étudiants (dont 30% de femmes), après une sélection difficile. A noter la création de plusieurs facultés privées depuis cinq années à Kaboul. Il existe six facultés publiques en dehors de Kaboul : Hérat, Mazar, Kandahar, Djelalabad, Khost, Paktia, ainsi que des facultés privées.

Pour accéder à la formation de chirurgien, il y a deux voies (probablement une troisième au collège médical militaire), après un concours très

⁹ Les contours de cette coopération ont été définies à partir d'un article publié dans la revue *Lancet* de mai 2016 sous l'intitulé « France : the philosophy of health ».

¹⁰ Contribution annuelle de 450 millions de dollars au Fond Mondial/Global Fund (lutte contre le SIDA,...).

¹¹ Rapport parlementaire du Dr Morange

difficile, à la fin des études médicales.

- Pour les premiers reçus (15%), la voie universitaire de l'UMK : enseignement à l'UMK
- Stages hospitaliers dans les hôpitaux universitaires (AliAbad, Maiwand, Rabia Balkhi). Les services chirurgicaux de New Ali Abad et de Maiwand sont transférés à Old Ali Abad, Hôpital Universitaire (1922-1996) rénové à partir de 2006 et inauguré en 2009.

Les activités : Cours, stages hospitaliers, communications, congrès, traduction d'un livre de médecine de l'anglais en dari, du russe en pachtoune, les deux langues principales, et surtout certificats acquis à l'étranger. Le cursus dure au minimum dix-huit ans avec six degrés (minimum trois ans, en fait plus...).

Poh = connaissance ; Poh Yalai interne ; Poh Anyar ; Poh Anmal ; Poh Andoy qui correspond agrégé ; Poh anwal professeur associé ; Poh and professeur.

- Pour les 25% suivants, il existe une formation chirurgicale, organisée par le ministère de la santé.

Enseignement beaucoup plus pratique dans les hôpitaux gérés par le ministère de la santé : plus nombreux, mieux dotés... Encadrement par une hiérarchie de formateurs (trainers) : Ranzooyar, Ranzoor-mal, Ranzoor-wal, Ranzoor-poh. Formation d'une durée de cinq ans, souvent plus (redoublements).

À court terme, il y aura des possibilités de formation au collège médical militaire mais aussi dans des instituts privés.

En résumé en 2012, il y a environ 1000/1200 chirurgiens diplômés pour l'ensemble de l'Afghanistan dont 100/150 constituent le corps enseignant (professeurs de l'UMK et trainers du ministère de la santé).

Ne peuvent exercer dans les hôpitaux universitaires, les hôpitaux publics, les cliniques que les chirurgiens diplômés. La durée de présence à l'hôpital est de 40h. Après 16h (souvent plus tôt...) tous les chirurgiens peuvent exercer dans le privé.

Les stages à l'étranger sont très recherchés et très utiles pour progresser, en particulier à l'UMK (on peut ainsi avancer de deux degrés avec l'AFS/AFSA). Les langues de travail en 2012 sont à Kaboul le dari/anglais et dans le sud le pachtoune/anglais avec le risque que l'anglais soit obligatoire à partir de 2013.

III-RÉSULTATS et PERSPECTIVES

La coopération médico-chirurgicale universitaire

entre la France et l'Afghanistan (1947-1980) a joué un rôle très important pour l'organisation des études médicales, la formation des spécialistes, la renommée de l'UMK jusqu'en 1980. Malheureusement une grande partie des meilleurs spécialistes a quitté l'Afghanistan vers d'autres pays.

Les « French Doctors » ont permis de continuer (1980 -2001) la tradition franco-afghane, avec beaucoup de compétences et de courage. À partir de 2001, en dehors de projets soutenus par l'AFD (santé publique, évaluations et conseils variés, SIDA...) il n'y a, en 2012, pour notre pays qu'un seul projet, celui du F.M.I.C., hôpital d'excellence, hôpital pédiatrique et bientôt hôpital Mère-Enfant en conformité avec les OMD (objectifs 4 et 5)¹² (6).

Cependant quand on voit les résultats ***du projet HCL (hospices civils de Lyon), UCBL (Université Claude Bernard de Lyon) UMK (hôpitaux universitaires de Kaboul)*** avec des extensions à Mazar El Charif, à Hérat qui s'est déroulé entre 2001-2006, on ne peut que regretter l'arrêt de ce projet en 2007. Il comprenait :

- Missions chirurgicales organisées par cellule Santé de l'ambassade de France) (7).
- Enseignement de la langue française comme langue de travail, ardente obligation pour postuler sur des postes FFI
- Douze médecins afghans FFI en stage dans les hôpitaux français : 7 (un an) 2 (deux ans) 3 (quatre ans) dans des spécialités peu développées en Afghanistan : chirurgie cardio-vasculaire, chirurgie thoracique, neurochirurgie.
- Huit jeunes spécialistes sont rentrés en Afghanistan. Il y a eu deux défections malheureusement. Deux sont en stage en France. Deux jeunes spécialistes sont devenus membres de sociétés savantes françaises (urologie, chirurgie cardio-vasculaire).
- Participations à des congrès en France

IV-CONCLUSIONS

Notre pays a été très présent dans le secteur de la formation universitaire médicale (1947-1980) puis durant les années de guerre civile (French Doctors). De 2001 à 2012, les antennes chirurgicales françaises (ISAF) (?) ont fait un travail d'assistance médicale gratuite (AMG) considérable, souvent dangereux au profit des populations les plus démunies. Le projet phare de la France depuis 2006 reste F.M.I.C. en partenariat

¹² OMD : Objectifs du Millénaire du Développement

avec l'Aga Khan Development Network (AKDN), en envoyant les meilleurs spécialistes français de pédiatrie et de gynécologie obstétrique, du personnel paramédical pour des missions de courte durée dans un hôpital géré par l'AKDN, où l'anglais est la langue de travail. Quand on analyse les résultats de la coopération médicale institutionnelle (HCL-UCBL-UMK-HUK) je crois qu'il reste – dans le cadre du traité d'amitié et de coopération signé en janvier 2012 – entre la France et l'Afghanistan :

- une place importante pour la coopération présentielle en langue française (8) (9), très appréciée par les universitaires de l'UMK, par les médecins militaires enseignants de l'académie médicale militaire, après le départ des forces de l'OTAN, en continuité avec ce que nos anciens ont fait pour l'amitié franco-afghane depuis 1922, pour la coopération médicale depuis 1947 avec deux objectifs (10).
- plusieurs missions de spécialistes français de courte durée (un mois) pour l'enseignement de la chirurgie et le transfert des technologies chirurgicales (endurologie...) dans les hôpitaux universitaires et l'UMK.
- pour l'accueil chaque année de deux ou trois FFI afghans ce qui suppose, un bon niveau de langue française (anciens des Lycées Estiqlal et Malalai), étudiants de Institut français (ex CCF) et l'aménagement des règles du DFMS/DFMSA... Quelques centaines de milliers d'euros... si on compare aux 40 milliards d'USD de l'aide internationale civile pour ce grand pays entre 2001 et 2012.

Références

- (1) 90 ans de relations France-Afghanistan (1922-2012). Colloque sous le patronage de l'ambassade de France et de l'ambassade de la république islamique d'Afghanistan : Histoire et perspectives CERAFA Assemblée Nationale mars 2012.
- (2) Rapports de mission (MAE/SCAC)
- (3) Dumurgier C., Baulieux J. Renaissance de l'enseignement de la chirurgie générale au Cambodge : expérience unique ou modèle ? Med. Trop 2005 65,1
- (4) Ahmad Ashraf. Nos luttes cachent des sanglots, Bayard, 2011
- (5) Correspondances avec les chirurgiens afghans (anciens FFI à Lyon)
- (6) Conférence ministérielle sur l'Afghanistan (TOKYO 8/7/2012)
- (7) Marion P. Allocution Académie Nationale de chirurgie « Chirurgie à l'ordre de la croissance des

jeunes nations » Mem. Acad. chir. 1982 68, 1

(8) Ahmad Ashraf. La dévastation. Qu'avons-nous fait en Afghanistan ? Bayard, 2001

(9) Dumurgier C., Cador L. Coopération chirurgicale entre la France et les pays africains, Med.Trop 2008 68,5

(10) Dumurgier C. Chirurgie Chapitre 82 in "Médecine tropicale" Gentilini M. et Coll Lavoisier 2012

De la culture



Retour dans le passé

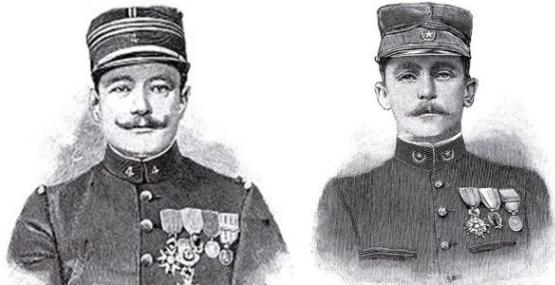
HISTOIRE FANTASMÉE DE LA RUE MONSIEUR

Par Gilles Lainé

Chapitre 1 : Le secret des jardins...

La mission Voulet-Chanoine fait partie des pires heures de la colonisation française. Vivant sur le pays, elle s'est illustrée par sa brutalité, ses exactions, ses massacres dans ce qui est actuellement le sud Niger. Beaucoup a été écrit sur cet épisode tragique, des films ont été réalisés, mais certains aspects restent obscurs.

Ironie de l'Histoire, l'expédition avait été mandatée par un certain Lebon (alors secrétaire d'État aux Colonies), elle devait rejoindre au lac Tchad les missions Foureau-Lamy et celle du moyen-Congo commandée par Gentil. Avec des noms pareils, on s'étonne de tant de cruauté !



Paul Voulet et Julien Chanoine

La fin de ces deux capitaines n'a jamais été relatée clairement et les récits sont contradictoires, les autorités de l'époque s'étant montrées peu empressées à faire réaliser une enquête. Ils auraient été tués par leurs propres tirailleurs ou

par le Lieutenant Meynier le 16 ou 17 juillet 1899. Leurs tombes sont encore visibles dans le village de Mayjirgui près de Zinder. Toutefois, certains affirment que Chanoine aurait fuit vers le nord... Selon les sources, c'est l'administrateur colonial du moment qui, en 1923, fit ouvrir les sépultures ; d'autres attribuent l'initiative de l'ouverture de la tombe de Voulet à la veuve du capitaine Klobb qui avait été tué par les renégats. Le fait troublant est que cette (ou ces) tombe (s) étais(en)t vide(s) ! Une légende raconte alors que Chanoine se serait échappé vers le nord et serait devenu « l'émir blanc du Tibesti ». Il aurait ensuite joué un rôle important dans la lutte des troupes françaises contre les tribus touaregs et toubous. Fils d'un général devenu ensuite ministre de la Guerre, on peut imaginer qu'il lui a été réservé un sort particulier.

Souhaitant honorer sa mémoire, mais sans provoquer de scandale dans l'opinion car les exactions de la mission étaient alors connues et le pays se remettait tout juste de l'affaire Dreyfus qui avait donné une image peu reluisante de notre armée, avec l'accord de sa famille, des ossements furent rapatriés discrètement en métropole et cachés dans un lieu tenu secret. Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que ces restes furent inhumés dans les jardins de la rue Monsieur, alors Office de la recherche scientifique coloniale, cet endroit étant apparu aux yeux des autorités politiques plus neutre et moins exposé que le musée des Colonies à la Porte dorée.

C'est ainsi que pendant de nombreuses années, chaque 16 juillet, on pouvait apercevoir, après la sortie des bureaux, une vieille femme, vêtue de noir, entrant discrètement par le portail,

contournant l'hôtel de Montesquiou et allant se recueillir devant une stèle sans nom au fond du jardin... honorant, solitaire, la mémoire de ce grand oncle controversé. Mais ceci est sans doute une légende urbaine, colportée par quelques nostalgiques de l'Empire !

LE CINÉMA AFRICAIN AUJOURD'HUI

Par Gérard La Cognata

Le cinéma africain traverse une période difficile qui, amorcée dans les années 1980, s'est accentuée dans les années 2000. Tous les pays africains sont touchés par cette crise mais inégalement. Des efforts de renouveau sont perceptibles mais, en dépit d'efforts réels, de signes positifs et de quelques succès, le tableau actuel reste sombre et les perspectives demeurent bien incertaines. Le cinéma africain n'a pas encore trouvé ses voies.

L'âge d'or

Né au début du siècle dernier et plus tardivement pour les pays qui ont accédé à l'indépendance dans les années 1960, le cinéma a connu en Afrique « un véritable âge d'or » marqué, dans les années 1950/1980 par le développement de productions « nationales » de qualité, par le développement d'un public populaire nombreux et par la multiplication des lieux de projections dans les villes.

Le monde du cinéma découvre alors les noms de réalisateurs africains, Sembene Ousmane, Djibril Diop Mambety, Youssef Chahine, Nouri Bouzid, Souleymane Cissé, Idrissa Ouédraogo. Leurs films sont célébrés dans les grands festivals internationaux. Dans une perspective panafricaine et en rapport avec cette dynamique se mettent en places les festivals de Carthage en 1966 et le festival de Ouagadougou (FESPACO) en 1969, les deux lieux emblématiques du cinéma africain où se rassemblent et se côtoient les cinéastes venus de toutes les Afriques.

Des années 90 à aujourd'hui

Cet âge d'or s'achève dans les années 1990 et

la crise qui affecte le cinéma africain ne cesse désormais de se renforcer. Elle se manifeste principalement par la fermeture des salles de cinéma qui disparaissent une à une. Le phénomène est général. En Afrique occidentale et centrale francophone, on comptait plus de 300 salles en 1970, il en reste une cinquantaine en 2015. 4 pays n'ont plus aucune salle. !



Amor Hakkar (Algérie), Catherine Ruelle, Idrissa Ouédraogo (Burkina) et Philippe Lacôte (CI) en octobre 2015 à Visions d'Afrique

Les pays du nord et du nord-est de l'Afrique sont logés à la même enseigne : **le Maroc a vu son parc divisé par 10 entre 1970/80 et 2020. Le nombre des entrées est tombé de 30 millions à 1,5 millions entre 1980 et 2020 !!!** Les salles étaient à Alger au nombre de 50 en 1970, elles sont cinq fois moins nombreuses en 2020.

Il « reste » 5 salles à Lagos dont la population atteint 14,8 millions d'habitants.

La désorganisation des systèmes de distribution des films et la concurrence des productions locales de cassettes puis, avec la généralisation du numérique, du DVD à bas prix autorisant la multiplication des vidéo-clubs, ont détourné le public des salles de moins en moins attrayantes. Un nouveau système local de production et de diffusion de films/cassettes/dvd a peu à peu ruiné le dispositif antérieur.

Le paysage cinématographique actuel

Le paysage cinématographique juxtapose ainsi, dans de nombreux pays africains, notamment au Nigéria, initiateur dans ce domaine et exemple suivi pour de nombreux pays anglophones comme la Tanzanie et

l'Ouganda, un secteur de type « occidental » qui réalise des films selon des standards internationaux, s'efforcent de les diffuser dans des salles de moins en moins nombreuses et de les faire sélectionner en Afrique, en Europe et en Amérique dans des festivals et **un secteur « informel »**, de production en vidéo de films réalisés en une semaine avec un budget de 10.000/20.000 euros. **Nollywood, désormais deuxième producteur du monde de films**, en produit autour de 1.500/2.000 par an. Directement transformés en DVD, ils sont vendus au Nigéria et dans tous les pays voisins et sont par ailleurs reproduits frauduleusement à des milliers d'exemplaires. Cette activité génère un million d'emplois dans le cinéma au Nigeria.

Ce contexte est évidemment peu favorable à l'émergence d'un cinéma de qualité, en dépit des efforts déployés par certains pour produire des films susceptibles d'intéresser des publics plus avertis. Le formel et l'informel coexistent ainsi dans les activités cinématographiques comme ils le font dans les autres domaines de l'économie.

Cette évolution n'a pas favorisé bien évidemment la création d'une véritable industrie cinématographique structurée, associant producteurs, diffuseurs et lieux de diffusion. La fermeture des salles a joué un rôle négatif décisif, d'autant que les capitaux locaux se sont presque partout désintéressés de ce domaine d'activité.

Le résultat est que la quasi-totalité des films du secteur « formel » sont financés par des capitaux étrangers, publics et privés, la part nationale étant très réduite. **La recherche de capitaux en Europe et en Amérique est devenue une des tâches essentielles des réalisateurs africains** contraints de mettre en place à l'extérieur les réseaux permettant de rassembler les moyens nécessaires au financement de la production.

Ne pouvant guère prendre appui sur des financements locaux, le réalisateur ne peut guère également compter sur un système africain de diffusion déficient. Il se mobilise donc pour obtenir la sélection de son film

dans les festivals à l'étranger et pour trouver, à partir de ces sélections, un distributeur susceptible de diffuser le film en Europe. L'importance des activités à réaliser à l'extérieur est bien entendu l'une des causes de l'expatriation de nombreux cinéastes africains et de la place croissante occupée dans la production cinématographique par les cinéastes de la diaspora sans cesse en déplacement entre l'Europe, l'Amérique et leur pays d'origine. Ce système, limité dans les années 1970/2000, s'est largement répandu depuis 20 ans. Ajoutons que les choix de ces cinéastes pour ce qui est de leur point d'ancrage en Europe ou en Amérique sont évidemment souvent en rapport avec leurs affinités culturelles et linguistiques.

Un système nouveau s'est ainsi mis en place pour compenser l'inexistence d'une organisation rationnelle de la production/diffusion des films du secteur « formel ».

Ces difficultés rencontrées aujourd'hui par beaucoup de réalisateurs africains, confrontés à un dispositif national déficient, n'est pas sans relation avec **le peu d'intérêt manifesté par beaucoup d'états vis-à-vis des conditions de la production et de la diffusion des films**. Pourtant, au lendemain des indépendances, les états africains sont intervenus dans le secteur, principalement pour nationaliser le système de distribution des films et certaines salles. Ils continuent dans plusieurs pays à exercer une vraie tutelle sur le cinéma. Mais les interventions de la plupart des états n'ont pas cherché à vraiment favoriser la production des films et à contribuer à faciliter la recherche des capitaux.

Ce désintérêt des états est à l'évidence l'une des causes majeures de l'impossibilité dans laquelle se trouvent les réalisateurs de mobiliser les financements locaux. **Les quelques états qui se sont fortement impliqués dans ce secteur ont obtenu des résultats décisifs, le cas du Maroc étant sans doute le plus significatif**. On y reviendra plus loin.

Perspectives d'avenir : quatre signes de renouveau

Le cinéma africain a donc bien du mal à trouver les moyens de son renouveau et d'une véritable émergence. Tout n'est cependant pas négatif dans la situation actuelle. **Certains signes pourraient même inciter à un optimisme raisonnable pour l'avenir.**



Réouverture du Normandie à Ndjaména en 2011

Premier signe sans doute significatif important : les cinéastes africains sont toujours de plus en plus nombreux et ne se laissent pas arrêter par les obstacles dressés sur leur chemin. Alors que, comme nous l'avons noté, la réalisation des films est une course d'obstacles, un nombre croissant d'entre eux parvient brillamment aux termes du parcours. Le nombre des films africains sélectionnés dans les festivals internationaux est en hausse. **Pour le festival de Cannes 2021, par exemple, 6 films africains figuraient dans les sélections** : 2 films étaient en compétition pour la palme d'or, « Lingui, les liens sacrés » du tchadien Mahamat Saleh Haroun et « Haut et fort » du réalisateur marocain Nabil Ayouch et le film égyptien « Feathers » a obtenu le grand prix de la semaine de la critique. Ajoutons que c'est un film tunisien « Une histoire d'amour et de désir » de Leyla Bouzid qui a été couronné au festival d'Angoulême en août 2021.

Notons enfin qu'en 2019 un film africain « Atlantique » de Mati Diop a obtenu le grand prix à Cannes.

Il faut ajouter que l'ardeur manifestée par les cinéastes africains est de plus en plus une ardeur féminine. On assiste en effet à une montée en puissance des réalisatrices,

notamment dans les pays du Maghreb : les tunisiennes Raja Amari, Leyla Bouzid et Kaouther Ben Hania, l'algérienne Sofia Djama, la marocaine Selma Bargach.

Un autre signe intéressant mérite d'être relevé : les difficultés que nous avons recensées ne semblent pas freiner les volontés de tous ceux qui tentent de promouvoir le cinéma africain, notamment des responsables de festivals. Des doutes semblent un moment avoir affecté les organisateurs des deux grands festivals panafricains que sont Carthage et le Fespaco. Mais de fermes volontés viennent de se manifester, notamment au Fespaco dont l'organisation a été renouvelée.

C'est de bonne augure. Un même constat peut être établi pour les autres festivals d'Afrique et pour les rencontres localisées en Europe qui se renforcent ; notamment en Suisse, en Allemagne et en Espagne.



Troisième signe qui sera évoqué ici, un vent nouveau semble souffler dans certains états qui manifestent des préoccupations plus sérieuses concernant l'avenir de « leur » cinéma. Le mouvement a été amorcé, il y a quelques années, par le Maroc qui a mis en place un dispositif d'appui financier efficace qui a permis une véritable émergence d'un cinéma marocain : **le cinéma marocain produit tous les ans 25/30 longs métrages** et est devenu un des premiers producteurs africains, derrière le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Egypte (en net recul). **Ce succès tend à faire du Maroc un modèle.**

Le Sénégal a aussi créé en 2002 le Fonds de promotion de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (FOPICA). La Côte d'Ivoire a fait de même et se montre active dans ce domaine. Les cinéastes africains attendent bien entendu de voir si ces dispositifs, très liés aux grands bailleurs internationaux,

apporteront une solution à la question du financement de la production des films.

Une page nouvelle des rapports entre les états et le cinéma africain est peut-être en train de s'ouvrir.

Le dernier signe est essentiel. Il concerne le mouvement, amorcé depuis quelques années, de **construction de nouvelles salles de cinéma**, sous forme de complexes de plusieurs salles, isolés ou inclus dans de vastes ensembles commerciaux et de loisir.

Le mouvement est lancé en Tunisie avec notamment la construction de salles en province, notamment à Kasserine. Pathé, associé à un homme d'affaires tunisien, a mis en place deux complexes en 2019 et 2020 à Sousse (6 salles) et à Tunis (8 salles). L'état contribue à la remise en état des anciennes salles.

En Afrique occidentale et centrale réalisations et projets sont nombreux. Vivendi a lancé ses centres polyvalents Canal Olympia qui sont implantés au Sénégal, en Guinée, au Congo. Pathé est aussi présent avec notamment son complexe de 7 salles à Dakar. Le réseau Majestic se développe à Abidjan.

Le cinéma Guimbi devrait ouvrir ses portes en octobre 2021



Le Ciné Guimbi en construction à Bobodioulasso

Il comprend une petite salle couverte (174 places), une salle en plein air (250 places), un café/restaurant (100 places), une salle de ressource et des bureaux.

En bref le mouvement affecte aujourd'hui la quasi-totalité des états africains.

Il faut toutefois noter que le mouvement est largement impulsé par des sociétés étrangères. Le capital africain n'est pas la source de cette rénovation et rien ne garantit par ailleurs que ces nouvelles salles programmeront, à côté des blockbuster américains et des films indiens, davantage de films africains que par le passé. Cette question nourrit les débats dans les milieux du cinéma africain, notamment lors des festivals.

En guise de conclusion

Les cinémas d'Afrique ont-ils un réel avenir ? Sortiront-ils par le haut de la crise actuelle ?

On peut l'espérer à condition que les états africains prennent fait et cause pour « leur » cinéma et accompagnent le renouveau qui s'esquisse, notamment au plan financier, à condition aussi que le secteur privé national consente enfin à placer des capitaux dans cette aventure.

Seule la mise en place d'un vrai dispositif industriel semble de nature à assurer la pérennité et l'avenir du cinéma africain.

Festival Vision d'Afrique : du 20 au 26 octobre prochains à Saint-Pierre d'Oléron.

Dernières nouvelles

Deux nouveaux services du Collectif

- Nous disposons d'un grand nombre d'articles de presse parus sur le journal "Le Monde" depuis 2018 sur l'Afrique (pays, événements, personnalités, etc.) Il nous est possible de vous en transmettre à demande.
- Nous avons accès à la revue de presse mensuelle préparé par Jacques Grimanelli sur le développement africain, en particulier agricole. Il nous est possible aussi d'envoyer des articles avec son lien sur des sujets particuliers.